




**COMMUNE DE TALLOIRES-MONTMIN LA
PERRIERES**

**AMENAGEMENT DE VOIRIE, RENOUVELLEMENT DU
RESEAU D'EAU POTABLE ET ENFOUISSEMENT DES
RESEAUX SECS**

TRAVAUX D'AMENAGEMENT VOIRIE	ENFOUISSEMENT DES RESEAUX SECS	TRAVAUX DU RESEAU EAU POTABLE
		
<p>LOT 1 : GENIE CIVIL <i>LOT 1A : Génie civil des réseaux secs (SYANE)</i> <i>LOT 1B : Génie civil VRD (Commune de TALLOIRES-MONTMIN)</i> <i>LOT 1C : Génie civil réseau AEP (GRANDE ANNECY)</i> LOT 2 : GENIE ELECTRIQUE – ECLAIRAGE PUBLIC (SYANE)</p>		

Marchés publics de travaux

Lot 1 : ME 24094 (SYANE) / (TALLOIRES-MONTMIN) / (GRANDE ANNECY)

Lot 2 : ME 24095 (SYANE)

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de remise des offres :

Lundi 27 mai 2024 à 12h00



Sommaire

1) OBJET DE LA CONSULTATION	3
2) CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3) SOUS-TRAITANCE	5
4) ALLOTISSEMENT	6
5) MODALITES DE NOTIFICATION DES MARCHES	6
6) DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES	6
7) CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES	7
8) DOSSIER DE CONSULTATION	7
9) MODALITES DE PRESENTATION DES OFFRES	8
10) ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	10
11) REMISE DES OFFRES	12
12) ECHANGES AVEC LES OPERATEURS ECONOMIQUES	12
13) PROCEDURES DE RECOURS	12

1) OBJET DE LA CONSULTATION

OBJET

AMENAGEMENT DE VOIRIE, RENOUVELLEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE ET ENFOUSSEMENT DES RESEAUX SECS

Secteur LA PERRIERE sur la commune de TALLOIRES-MONTMIN

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

GROUPEMENT DE COMMANDE

Maitre d'ouvrage - Coordonnateur du groupement : SYANE Travaux
d'enfouissement des réseaux secs.

Maitre d'ouvrage : COMMUNE DE TALLOIRES-MONTMIN

Travaux d'aménagement voirie

Maitre d'ouvrage : GRANDE ANNECY Travaux du
réseau eau potable.

MODE DE PASSATION

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lots	Sous-lots	Désignation
1	1A	Génie Civil des réseaux secs (MOA : SYANE)
	1B	Génie Civil VRD (MOA : TALLOIRES-MONTMIN)
	1C	Génie Civil réseau AEP (MOA : GRANDE ANNECY)
2		Génie Electrique - Eclairage public (MOA : SYANE)

LOT 1 : GENIE-CIVIL – VRD – ENROBES – AEP

- Installation de chantier,
- Travaux préparatoires (Débroussaillage, abattage d'arbres etc...),
- Terrassement - fouille en tranchée,
- Couche de forme,
- Renouvellement conduite d'eau potable,
- Génie civil des réseaux secs (BT, FT et ECP), y compris câblage de terre, pose de chambre et raccordement à l'existant,
- Mise à niveau des chambres et regards,
- Réglage des chaussées,
- Pose des bordures,
- Couche de revêtement en enrobé,
- Signalisation horizontale et verticale.

LOT 2 : GENIE ELECTRIQUE – ECLAIRAGE PUBLIC

- Etudes préparatoires
- Travaux de dissimulation des réseaux de distribution publique d'électricité,
- Travaux de rétablissement, d'extension et de mise en conformité du réseau d'éclairage public,
- Travaux de construction et de dissimulation de réseaux de télécommunications.

La consultation comprend également des prestations relatives à la remise d'éléments du dossier des ouvrages exécutés sous format spécifique lié à un système d'information géographique.

Pour l'exécution des travaux, le titulaire est soumis au respect des normes, textes et règles techniques ci-après :

- NFC 11-201, NFC 12-201, NFC 13-100, NFC 14-100, NFC 15-100 et NFC 17-200, relatives à tous les types de travaux sur les réseaux secs,
- Arrêté interministériel du 17 mai 2001 concernant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique et ses arrêtés modificatifs,
- Publication UTE : UTE C 18-510 et suivants – Recueil d'instructions générales de sécurité d'ordre électrique,
- Publication UTE : UTE C 17-200 – « Installations d'éclairage public – Règles »,
- Cahier des clauses techniques générales applicables aux travaux d'électrification et aux travaux d'infrastructures de télécommunication,
- Guide technique de la distribution, publié par E. D. F.,
- Règlements de voirie en vigueur établis par les gestionnaires de voirie.

NOMENCLATURE

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lots	Code principal	Description
1	45112500-0	Travaux de terrassements
	45112000-5	Travaux de fouille et de terrassements
	45232410-9	Travaux d'assainissements
	45232130-2	Travaux de construction de canalisation d'eau pluviale
	452321508	Travaux relatifs aux conduites d'alimentation en eau
	45233223-8	Travaux de resurfaçage de chaussées
	45233228-3	Travaux de construction de revêtements de surface
	44912400-0	Bordures
	45112700-2	Travaux d'aménagements paysagers
	45233293-9	Installation de mobilier Urbain
2	45311200-2	Travaux d'installations électriques
	45316110-9	Installation de matériel d'éclairage

2) CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée, en application des articles R. 2123-1. et R. 2123-4 du Code de la commande publique, ci-après dénommé CCP. Elle conduira à la signature de marchés de travaux du type « exécution » confié à un titulaire unique. Elle est ouverte aux entreprises seules ou aux groupements éventuels. Le délai de validité des offres est de **120 jours**. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres portée en page de garde du présent règlement de consultation.

3) GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUE

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire

représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, soustraitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

4) SOUS-TRAITANCE

Les conditions de sous-traitance seront conformes à la loi n° 75.1334 du 31 décembre 1975 et aux textes en vigueur.

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution d'une partie des éléments de mission qui lui sont confiés, sous réserve de l'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage.

Le titulaire du marché s'engage à présenter pour acceptation du Syndicat tous les sous-traitants, quel que soit leur rang.

En cas de sous-traitance en cascade, et en application de l'article 14 de la loi de 1975 modifiée, le paiement de toutes les sommes dues par un entrepreneur à un sous-traitant de second rang ou plus sera garanti à peine de nullité du soustraité (ou contrat de sous-traitance). Cette garantie prendra la forme d'une caution personnelle et solidaire obtenue par l'entrepreneur auprès d'un établissement qualifié. Une copie de cette garantie sera fournie à l'appui de la déclaration de sous-traitance. En l'absence dudit document, le SYANE se réserve le droit de ne pas agréer le sous-traitant de second rang ou plus.

Si la sous-traitance n'est pas déclarée au stade du soumissionnement, le titulaire adressera par lettre recommandée à chacun des maîtres d'ouvrage concerné, pour acceptation, une déclaration (acte spécial DC4) mentionnant : ○ la nature exacte et précise des prestations dont la sous-traitance est prévue, ○ le montant desdites prestations, ○ le nom et la raison sociale du sous-traitant proposé.

Cette déclaration sera accompagnée le cas échéant de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, ou d'une mainlevée de bénéficiaire de la cession, si la créance a été cédée.

Le sous-traitant produit un document présentant ses capacités professionnelles et financières (le formulaire DC2 peut être utilisé), une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics, ainsi qu'un mémoire technique présentant les conditions dans lesquelles il compte réaliser la partie des prestations dont il aura la responsabilité (moyens humains et matériels, organisation interne, relations et communication avec le titulaire du marché, dispositions qu'il compte prendre pour assurer les prestations de manière optimale...).

Conformément à la loi n° 2014-790 du 10/07/2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, le sous-traitant faisant appel à des travailleurs détachés s'engage :

- à déposer une déclaration préalable auprès de l'Inspection du Travail du lieu où la prestation débute,
- à désigner un représentant identifié sur le territoire national, chargé de fournir toutes les pièces justificatives au maître d'ouvrage et aux corps de contrôle à leur demande.

Il est rappelé que la méconnaissance de ces règles engage la responsabilité du sous-traitant, qui s'expose à une amende de 10.000 € maximum.

Le titulaire du marché faisant appel à un sous-traitant joindra à la demande d'acceptation du sous-traitant tout document permettant de justifier que les règles précitées ont été respectées. En cas contraire, la demande d'acceptation du sous-traitant sera rejetée.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser le sous-traitant soumis pour acceptation postérieurement à la notification du marché, s'il considère que la nouvelle organisation présentée ne donne plus les mêmes garanties que celles initialement proposée par le titulaire (et que cette sous-traitance aurait eu un impact sur le choix du titulaire, s'il avait été connu au moment du soumissionnement).

Le titulaire restera néanmoins, dans tous les cas, entièrement responsable de l'exécution du marché.

5) ALLOTISSEMENT

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement. Elle porte sur l'attribution de 2 lots de travaux qui feront chacun l'objet d'un marché distinct. Le lot n°1 est également décomposé en trois sous-lots par maître d'ouvrage, faisant chacun l'objet d'un marché.

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lots	Sous-lots	Désignation
1	1A	Génie Civil des réseaux secs (MOA : SYANE)
	1B	Génie Civil réseau VRD (MOA : TALLOIRES-MONTMIN)
	1C	Génie Civil réseau AEP (MOA : GRANDE ANNECY)
2		Génie Electrique - Eclairage public (MOA : SYANE)

Chaque lot et sous-lot feront l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Pour le lot 1, les candidats devront obligatoirement répondre à l'intégralité des prestations (sous-lots 1A,1B et 1C).

6) MODALITES DE NOTIFICATION DES MARCHES

Pour les travaux sous maîtrise d'ouvrage du SYANE, les marchés sont notifiés à l'attributaire par voie électronique, via la plateforme de dématérialisation <http://www.marches-publics.info>. Lorsqu'ils retirent le DCE sur la plateforme de dématérialisation, les candidats fournissent une adresse mail obligatoirement ; la notification des marchés sera faite à cette adresse.

Pour les travaux sous maîtrise d'ouvrage les marchés sont notifiés à l'attributaire par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse renseignée par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.

7) DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES

Les actes d'engagement pour le SYANE et les CCAP pour la commune de TALLOIRES-MONTMIN et l'agglomération du Grand Annecy fixent le délai d'exécution propre à chaque lot. La date de démarrage des travaux est prévue pour **AOUT 2024**.

8) CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES

L'exécution des travaux débute, pour chaque lot, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel les conditions météorologiques ne permettent pas la poursuite du chantier. Ces intempéries font l'objet d'un constat contradictoire entre le titulaire et le maître d'œuvre.

9) DOSSIER DE CONSULTATION

LE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) CONTIENT LES PIECES SUIVANTES

- **Pièces communes**

- Le règlement de la consultation (RC)
- Les déclarations de travaux (DT) et les réponses des exploitants de réseaux,
- Les dossiers de plans,
- Diagnostics amiante et HAP
- PGCSPS (sera transmis après la consultation),
- Rapport d'investigations complémentaires Réseaux.

- **Pièces Lot 01 : Génie civil des réseaux secs, VRD et**

- **AEP** ○ **Lot 1A (SYANE)**

- L'acte d'engagement,
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes,
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et leurs annexes, commun aux trois lots (Lot 1A-2), -
Le bordereau des prix unitaires (BPU), - Le détail quantitatif et estimatif (DQE).

- **Lot 1B (TALLOIRES-MONTMIN)**

- L'acte d'engagement,
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes,
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et leurs annexes, - Le bordereau des prix unitaires (BPU), -
Le détail quantitatif et estimatif (DQE).

- **Lot 1C (GRANDE ANNECY)**

- L'acte d'engagement,
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes,
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et leurs annexes, - Le bordereau des prix unitaires (BPU), -
Le détail quantitatif et estimatif (DQE).

- **Pièces Lot 02 : Génie Electrique et Eclairage Public (SYANE)**

- L'acte d'engagement,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et leurs annexes, commun aux trois lots (Lot 1A-2) -
Le bordereau des prix unitaires (BPU), - Le détail quantitatif et estimatif (DQE).

MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Conformément à l'article R. 2132-1. à R. 2132-3 du CCP, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation complet par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.info>

Les soumissionnaires devront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectificatifs. Il appartient à chaque candidat de s'assurer du suivi de cette correspondance pour répondre sur la base

d'un dossier conforme. Cette adresse courriel électronique sera également utilisée en cas de négociations, et pour l'information sur la suite donnée à l'offre.

Ainsi, une attention particulière est demandée aux opérateurs économiques. En effet, ces derniers sont seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse mail, redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam...

MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

10) MODALITES DE PRESENTATION DES OFFRES

La totalité des offres des candidats sera entièrement rédigée en langue française et l'unité monétaire utilisée doit être l'euro. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

DOCUMENTS A PRODUIRE

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes.

Ces pièces sont telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Pièces de la candidature :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.
La lettre de candidature (imprimé DC1) ou document équivalent permettant d'identifier le candidat ou chaque membre du groupement, si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration du candidat (imprimé DC2) concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En application de l'article R. 2143-4 du CCP, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), rédigé obligatoirement en français, en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus. Cependant, le SYANE se réserve le droit de demander à tout moment au candidat de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis.

Pièces de l'offre pour chaque lot :

Libellés	Signature
Les actes d'engagement (AE) de chaque maître d'ouvrage	OUI
Les bordereaux des prix unitaires (BPU) de chaque maître d'ouvrage	NON
Les détails quantitatifs estimatifs (DQE) de chaque maîtrise d'ouvrage	NON
<p>Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.</p> <p><i>Ce mémoire comprend les informations figurant dans le tableau à l'article 8.2 ci-dessous concernant les modalités de jugement du critère valeur technique. Une présentation du mémoire technique conforme à l'organisation présentée dans ce tableau sera particulièrement appréciée.</i></p> <p>Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.</p> <p><i>Ce mémoire comprend les informations figurant dans le tableau à l'article 8.2 ci-dessous concernant les modalités de jugement du critère valeur technique. Une présentation du mémoire technique conforme à l'organisation présentée dans ce tableau sera particulièrement appréciée.</i></p> <p>Les candidats pourront mettre en annexe les fiches techniques des matériaux, les CV, les certificats et attestation ainsi que les plans et planning.</p> <p><i>Le mémoire du titulaire est une pièce contractuelle qui lui est opposable.</i></p>	NON

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les précisions à apporter sur les chapitres précités sont bien sûr à adapter pour chaque opération concernée et peuvent rester sans objet au cas par cas. Le candidat l'indiquera **clairement** dans le corps de son mémoire.

La consultation étant totalement dématérialisée, **les candidats sont informés qu'ils peuvent signer électroniquement les pièces du marché dès le dépôt**. Dans le cas contraire, l'acheteur sollicitera l'attributaire afin qu'il signe le marché à l'achèvement de la procédure.

Le certificat électronique doit être détenu par une personne ayant capacité d'engager le candidat dans le cadre de la consultation.

Le certificat doit être valide lors de la signature.

L'obtention d'un certificat électronique étant soumise à un délai variable, il est impératif que le candidat en anticipe l'acquisition ou le renouvellement le cas échéant.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature électronique est souhaitée au format PADES. Sont autorisés les certificats de niveau ** minimum conforme au règlement européen eIDAS. Les certificats RGS délivrés avant le 1^{er} octobre 2018 seront valides jusqu'à leur expiration.

Pièces demandées au candidat retenu dans tous les cas au stade de l'attribution du marché :

En application de l'article R. 2143-6 à R. 2143-10 du CCP, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 8 jours à compter de la notification de sa désignation par le pouvoir adjudicateur, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents et autres documents officiels. En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir ces pièces.

11) ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Analyse des candidatures :

L'analyse et la sélection des candidatures seront effectuées dans les conditions prévues aux articles R. 2144-1. à R. 21447 du CCP.

Analyse des offres :

Pendant l'analyse des offres, des précisions pourront être demandées aux candidats :

- Lorsqu'une offre n'est pas suffisamment claire et doit donc être précisée ; -
- Obligatoirement lorsqu'une offre paraît anormalement basse.

Le SYANE, en tant que coordonnateur du groupement de commandes, assure la traçabilité de ces demandes complémentaires transmises aux candidats via la plateforme de consultation <http://www.marches-publics.info>.

Les MOA se réservent le droit de négocier avec le(s) candidat(s) de leur choix, s'ils jugent que des éléments essentiels des offres soumises peuvent être utilement discutés, dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Ils pourront également attribuer les marchés sur la base des offres initiales, sans négocier.

Sur la base des critères hiérarchisés et pondérés ci-dessous énoncés, l'offre économiquement la plus avantageuse sera ensuite retenue :

Pour chaque lot :

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	60.0 %
2- Valeur technique	40.0 %

Le critère Prix :

La note maximale sur 100 est attribuée à l'offre la moins disante.

La note attribuée aux autres offres répond à la formule suivante :

$\text{Notation du prix} = (\text{Offre de prix du moins-disant} / \text{Offre de prix du candidat}) \times 60$

Les notes négatives sont ramenées à 0.

Les notes sont ensuite pondérées en fonction du coefficient affecté au critère Prix (soit 60% pour les lots n°1 et n°2).

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée, considérée comme non cohérente.

Le critère Valeur Technique :

La valeur technique notée sur 100 est appréciée au regard du mémoire technique du candidat.

Il s'agit de juger notamment, de l'adaptabilité du candidat aux contraintes particulières du chantier et de la valeur de son organisation.

LOT 1 : GENIE CIVIL – VRD – ENROBES – AEP

La note de la valeur technique est évaluée selon les critères suivants :

LOT 1 : GENIE CIVIL – VRD – ENROBES – AEP	Note
---	------

1. Informations générales concernant le candidat - Moyens humains et matériels spécifiques de l'entreprise, - Inventaire et fiche produit matériaux et fournitures, - Indication des sous-traitant,	10
2. Valeur technique évaluée au travers du mémoire justificatif 2.1. Organisation du chantier (organisation de l'équipe de travaux affectée, rôle précis des cotraitants et sous-traitants éventuels. Préparations du chantier et suivi administratif). 2.2. Moyens spécifiques : - Moyens humains et matériels spécifiques au chantier mis en œuvre. - Organisation et méthodologie des levés en fouille ouverte, traitement des données, et finalisation du livrable attendu. - Méthodologie DOE et Autocontrôles, 2.3. Analyse des contraintes propres au chantier concerné (les généralités sont à éviter) et solutions proposées des prestations à réaliser en tenant compte des difficultés techniques et spécificités du site. 2.4 Provenance et qualités des fournitures, gestion des impropres : - Liste des fournisseurs, - Fiches techniques des matériaux et équipements, - La gestion des impropres et lieux de décharge envisagés, recyclage éventuel des matériaux...	60
3. Délai - Délai proposé par l'entreprise en semaines avec un planning par tranche des principales tâches de travaux à effectuer	30

LOT 2 : Génie Electrique et Eclairage Public	Note
1. Informations générales concernant le candidat - Moyens humains et matériels de l'entreprise ou du groupement d'entreprises, - Démarche qualité appliquée au sein de l'entreprise, - Démarche environnement appliquée au sein de l'entreprise, - Démarche sécurité appliquée au sein de l'entreprise	20
2. Etude ciblée du chantier - Equipe(s) affectée(s) au chantier (nombre et qualité), - Matériel affecté au chantier, - Contraintes spécifiques au chantier que le candidat a identifiées et mesures prévues pour les traiter, - Note sur la méthodologie relative à la mise en œuvre des travaux : préparation, exécution (signalisation, phasage), réception, - Planning détaillé de réalisation intégrant tous les délais de fourniture et le phasage proposé, - Gestion des impropres et lieux de décharge envisagés, recyclage éventuel des matériaux, - - Réalisation d'une reconnaissance de terrain, - Gestion des relations avec les riverains, les gestionnaires, les représentants de la commune, et autres intervenants du chantier, - Caractéristiques et provenance très précises des fournitures spécifiques : éclairage public, équipement de distribution publique d'électricité. - Provenance des matériaux utilisés pour le chantier.	60
3. Méthodologie et moyens de réalisation du DOE - Moyens humains et matériels spécifiques, - Organisation et méthodologie des levés en fouille ouverte, traitement des données, et finalisation du livrable attendu	20

Les notes sont ensuite pondérées en fonction du coefficient affecté au critère Valeur technique (soit 40% pour les lots n°1, et n°2).

En cas d'égalité totale entre deux candidats, le choix sera fait sur l'offre ayant le prix le plus bas.

12) REMISE DES OFFRES

Les candidats transmettront leur proposition exclusivement par voie électronique.

Conformément à l'article R. 2132-7 du CCP, le SYANE impose la transmission des candidatures et des offres par voie électronique, sur la plateforme de dématérialisation suivante : www.marches-publics.info et dans les conditions de l'annexe 1 au présent RC.

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plateforme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

La réponse doit être impérativement reçue avant les date et heure limites de la consultation. Le dépôt de l'offre est horodaté et donne lieu à un accusé de réception envoyé par mail, confirmant la date et l'heure de réception de manière certaine.

En outre, conformément à l'article R. 2151-6 du CCP, il est rappelé que, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres, sera ouverte.

Toute offre reçue par voie papier sera déclarée irrégulière, sans possibilité de régularisation.

Pour toutes difficultés liées à la remise des offres sur la plateforme, vous pouvez contacter le support « fournisseurs » aux coordonnées suivantes : Téléphone : 08.92.14.00.04 Courriel : support-entreprises@aws-france.com

13) ECHANGES AVEC LES OPERATEURS ECONOMIQUES

Conformément au III de l'article R. 2132-6 du CCP, tous renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile, sur la plateforme définie à l'article 10, en utilisant la fonction « **correspondre avec l'acheteur** ».

Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les réponses seront communiquées simultanément à l'ensemble des candidats, via la plateforme.

14) PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Grenoble

2 PLACE DE VERDUN

BP 1135 38022

GRENOBLE

Tél : 04 76 42 90 00

Télécopie : 04 76 42 22 69

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://grenoble.tribunal-administratif.fr>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours et en cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Tribunal administratif de Grenoble susvisé.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.